
CONCERTATION POUR LE PACTE ET LA LOI D'ORIENTATION ET D'AVENIR AGRICOLE

Fiche préparatoire à la concertation en groupe de travail

Tendances démographiques, sociales

**Emplois et activités, organisation du travail
(sous-traitance, spécialisation, etc.), revenus, conditions de travail**

Définition

D'importantes transformations des emplois et activités agricoles se prolongeront, dans les prochaines années, qui modifieront le rapport au métier, la réalisation des tâches productives, la construction des revenus et l'attractivité du secteur.

Éléments de contexte, tendances passées et situation actuelle

Un emploi familial en baisse et un développement du salariat

Entre 2010 et 2020, le nombre d'exploitants et coexploitants agricoles a diminué de 18% en France métropolitaine (107 500 personnes). Le reste de la main-d'œuvre familiale se raréfie (56%, 116 000 personnes). L'évolution du statut des GAEC (Groupement agricole d'exploitation en commun) depuis 2010 a facilité le passage de conjoints vers le statut de coexploitants.

Le développement du salariat compense une partie du recul de la main-d'œuvre familiale. Le salariat permanent non familial se diffuse, puisque 16% des exploitations y ont recours en 2020 (+2,3 points). Le nombre de salariés concernés progresse de 10% (170 500 personnes), pour un volume de travail en hausse de 8,2% (138 300 ETP - équivalents temps plein). Dans les exploitations, plus d'un actif permanent sur cinq est aujourd'hui un salarié.

D'après les données de la MSA, le volume de travail salarié occasionnel a progressé de 5,6% entre 2010 et 2020 (+4 900 ETP), pour atteindre 92 000 ETP. Si le travail repose encore majoritairement sur les exploitants (391 200 ETP pour 496 400 personnes), les salariés sont aujourd'hui plus nombreux (772 300 personnes), en particulier les occasionnels (627 000 actifs), avec des contrats beaucoup plus courts pour les permanents). Les trois quarts des salariés occasionnels (74%) et plus de 90% des salariés permanents sont de nationalité française (hors travail détaché).

L'externalisation des travaux se développe

L'externalisation des travaux compense une partie du recul de la main-d'œuvre familiale, atteignant 23 400 ETP en 2020. Le travail confié à des CUMA (Coopérative d'utilisation de matériel agricole) a progressé de plus de 26% entre 2010 et 2020 (à 1 300 ETP), pendant que les entreprises de travaux agricoles (ETA) gagnaient près de 40% (atteignant 14 800 ETP).

Plus de la moitié des exploitations (53%) ont eu recours à de la prestation de services pour au moins un acte technique en 2020, très majoritairement sur les productions végétales. L'externalisation d'actes liés aux productions animales reste plus rare (12% des détenteurs d'animaux). De nombreux éleveurs externalisent toutefois des chantiers végétaux spécifiques, notamment l'ensilage.

L'externalisation s'est complexifiée et intensifiée: en 2020 7,5% des exploitations déléguaient l'ensemble des actes techniques sur au moins une production végétale, et 6,8% sur l'ensemble de leurs productions végétales.

Le développement de l'externalisation des tâches se double de l'émergence de nouvelles formes de travail (essor des groupements d'employeurs, travail détaché, Wwoofing), qui ne contribuent pas forcément à l'amélioration des conditions de travail.

Niveaux de rémunération

L'éventail des revenus des exploitants est très ouvert: les 10% des exploitations enregistrant les plus faibles revenus ont des revenus négatifs (-4600 euros); les revenus de la tranche la plus élevée s'élevaient à 69 500 euros par unité. En 2018, un quart des agriculteurs a un revenu brut inférieur à 9 520 euros et un quart a un revenu brut supérieur à 60 470 euros.

Sur l'ensemble de la production agricole, le niveau des rémunérations salariées reste bas: en 2020, la majorité de la masse salariale correspondait à des rémunérations inférieures à 1,3 SMIC (pour une moyenne à 1,32). Sur dix ans, les rémunérations horaires brutes des salariés ont progressé de 4% en euros constants pour l'ensemble du secteur. Les écarts entre secteurs ont tendance à s'accroître.

Il faut distinguer les revenus dégagés par les exploitations (notamment le RCAI, Résultat courant avant impôt) des prélèvements privés des exploitants, et des revenus des ménages agricoles, notions emboîtées mais distinctes. Les exploitations d'élevage de ruminants (notamment bovins viande) présentent les RCAI par exploitant les plus faibles en moyenne sur la période 2010-2020 (18 400€). Même les plus performantes d'entre elles ont des résultats inférieurs à la majorité des exploitations des autres orientations (viticulture, élevage porcin, grandes cultures).

Entre 2010 et 2020, 80% des salariés ont quitté la production agricole

Les salariés employés directement par les exploitations agricoles sont permanents (respectivement occasionnels) s'ils sont présents plus de huit mois de l'année sur l'exploitation.

Sur les 772 000 salariés présents en 2010, 19% seulement étaient encore salariés d'une exploitation en 2020. Chaque année, la moitié des travailleurs saisonniers ne revient pas pour l'exercice suivant. Seuls 3% des salariés de 2010 sont devenus des exploitants en 2020, presque tous issus des exploitations d'élevage de ruminants.

Prospective et hypothèses d'évolution

Les exploitants agricoles, des chefs d'entreprise comme les autres ?

La majorité des actifs intervenant dans les exploitations, seront, de façon encore plus marquée, des salariés (même si ce n'est que pour de courtes périodes), et les intervenants externes se multiplieront. Avec une main-d'œuvre de moins en moins souvent familiale, les exploitants devront développer de nouvelles capacités et compétences de management.

L'externalisation posera la question des tâches à déléguer, et, au-delà d'un simple calcul de coût, de celles du ressort de la stratégie d'entreprise méritant d'être ré-internalisées (orientations et stratégies d'entreprises).

De plus en plus de salariés, mais lesquels ?

Le manque d'attractivité du secteur, à la fois en matière de statuts et de rémunérations, se traduira par un fort taux de renouvellement des salariés. De tels taux de départ permettront-ils la montée en compétences sur des tâches de plus en plus techniques, complexes et exigeantes? Le faible coût de la main-d'œuvre permettra-t-il le développement du capital humain, alors que ces actifs sont aussi nombreux à intervenir dans les exploitations?

La question de la transition agroécologique des exploitations peut également être un levier d'attractivité, notamment pour les installations hors cadre familial.

Les sujets relatifs à la qualité de vie au travail impactent l'attractivité des métiers, tant côté employeurs (gestion des RPS) que salariés (prestations de solidarité, mécanismes pour faire face à la variabilité des revenus).

Le salariat devrait devenir de plus en plus souvent une étape vers l'installation, garantissant un bon niveau de survie des exploitations ainsi prises ou reprises.

RÉFÉRENCES

- Daou M., 2022, L'emploi 2020 des salariés agricoles affecté par la pandémie, Synthèse, Les statistiques de la Mutualité sociale agricole.
- Données des recensements agricoles 2010 et 2020, et données MSA, traitements CEP.
- Forget V. et al., 2019, Actif'Agri. Transformations des emplois et des activités en agriculture, CEP, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, La Documentation française.
- Fréconon B., et al., 2021, Nouvelles formes de travail en agriculture, Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux.
- Givois S., 2022, Recensement agricole 2020. Main-d'œuvre et externalisation des travaux: le volume de travail des salariés permanents non familiaux augmente de 8% en dix ans, Primeur, n°11, ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, SSP.
- Nguyen G. et al., 2020, «Sous-traitance et délégation du travail: marqueurs des mutations de l'organisation de la production agricole», Note et Études Socio-Économiques, n°47.
- Piet L. et al., 2020, Hétérogénéité, déterminants et trajectoires du revenu des agriculteurs français. Rapport Agr'Income, rapport pour le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.
- Piet L. et al., 2021, «Mesurer le revenu des exploitations agricoles françaises. Analyse comparée sur 15 ans d'indicateurs issus du Rica et de la MSA», Économie Rurale, n°378, pp. 37-56.
- Purseigle F. Hervieu B., 2022, Une agriculture sans agriculteurs, Presses de Sciences Po.